

dernier aurait-il l'obligeance de nous dire si un programme de travaux d'hiver sera mis en œuvre au parc national des plateaux de Cap-Breton et, si oui, quand débutera-t-il? Ma question découle d'une communication urgente du curé d'une paroisse de la région qui m'informe que 50 familles doivent maintenant compter sur l'assistance publique.

L'hon. Roger Teillet (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, dans les circonstances, je tiens cette question pour un préavis et j'y répondrai plus tard, ou le ministre le fera lui-même.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LES SUITES DU RAPPORT DU COMITÉ DES DÉPENSES ÉLECTORALES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Peut-il nous dire, à la suite des délibérations du cabinet qu'il prévoyait hier, quelle décision le gouvernement entend prendre en ce qui concerne le rapport du comité des dépenses électorales?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement étudie actuellement cette question. Nous en avons parlé ce matin et je compte faire, au début de la semaine prochaine, une déclaration sur le parti que nous prendrons.

M. Brewin: J'ai une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement songera-t-il à incorporer les recommandations dans un avant-projet de loi, qu'il soumettrait ensuite au comité des privilèges et des élections, de manière à accélérer ce travail avant la prochaine élection?

Le très hon. M. Pearson: Je me ferai un plaisir d'étudier cette suggestion.

[Français]

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Le premier ministre a-t-il reçu de la part du gouvernement du Québec une invitation à participer aux travaux de la Commission d'enquête instituée par le gouvernement de Québec pour examiner la question des frontières du Québec et, plus spécialement, des îles, dans la Baie James et dans la Baie d'Hudson, entourant la province de Québec, et également des parcs nationaux dans le Québec?

[M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria).]

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je ne me souviens pas d'avoir reçu pareille communication, monsieur l'Orateur, mais je vais vérifier cela sans délai.

L'INDUSTRIE

LE SURPLUS DES IMPORTATIONS SUR LES EXPORTATIONS SOUS LE RÉGIME DU TRAITÉ DE L'AUTOMOBILE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie. Comme au terme de la première année d'application du traité canado-américain sur l'industrie automobile, l'importation des automobiles, camions et pièces, des États-Unis au Canada, avait excédé de 726 millions de dollars le montant de nos exportations, le ministre dira-t-il à la Chambre quelles mesures il projette pour mettre un frein à cette tendance alarmante qui aggrave sérieusement le déséquilibre de notre balance commerciale?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas entendu le chiffre exact que le député a mentionné, mais il parle peut-être de l'excédent d'importations pour l'année civile 1965, qui était d'environ 770 millions.

Selon des chiffres que j'ai sous la main, ce déséquilibre a sensiblement diminué au cours des six ou sept premiers mois de cette année. De plus, au cours de juillet, la balance nette des importations n'était que de 15 millions de dollars. Je ne prétends pas que notre déficit ne sera que de 90 millions de dollars pour le reste de l'année, mais cela indique vraiment une orientation favorable qui a donné des résultats particulièrement remarquables en juillet.

M. Hales: Le ministre dit n'avoir pas saisi le chiffre que j'ai mentionné. Il s'agit de 726 millions de dollars.

M. G. W. Baldwin (Peace-River): Une question supplémentaire. Compte tenu des circonstances, de la désorganisation de l'emploi et des changements dans le prix des automobiles, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement est satisfait ou non de l'application de l'Accord canado-américain sur l'automobile?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je signale au député que sa question est irrecevable.